

Jacques Marseille • Professeur à l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne

D'où vient la crise économique

Le krach pétrolier d'octobre 1973 a-t-il précipité l'Occident dans la crise économique ?

Jacques Marseille montre ici que le lien est loin d'être aussi clair.
La croissance était déjà à bout de souffle au début des années 1970.



En décembre 1973, des automobilistes viennois font la queue devant un poste à essence pour remplir leurs jerricans. La crise du pétrole déclenchée par la guerre du Kippour, en octobre, s'étend à toute l'Europe.

AUTEUR

Jacques Marseille a publié de nombreux ouvrages, parmi lesquels *Le Grand Gaspillage*. *Les vrais comptes de l'État* (Plon, 2002). Il va faire paraître *Les Nouvelles Trente Glorieuses*, chez Plon (2004).

Cf. Rue des Archives

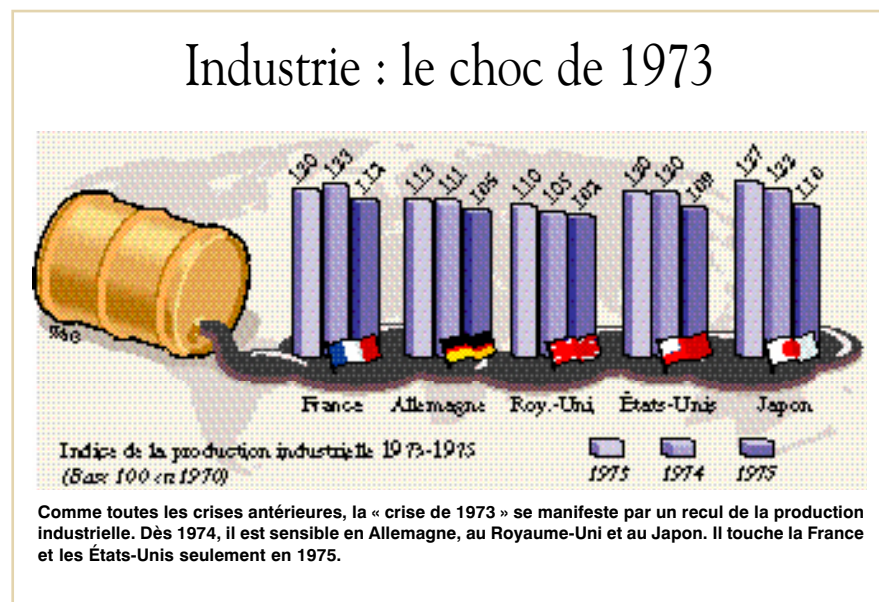
Le 3 octobre 2002 est une date clé qui restera sans doute inaperçue dans l'histoire du temps récent. Dans le nouveau programme d'enseignement de l'histoire-géographie, on pouvait lire pour le programme de la classe terminale : « 1. De la société industrielle à la société de communication. Ce thème invite à une présentation synthétique des grandes transformations du second XX^e siècle (cadre économique, mutations sociales, civilisation matérielle, évolution des sciences et des techniques, révolution informatique...) »¹.

Dans le programme paru le 29 juin 1995, au chapitre couvrant la même période, il était dit : « On tracera le cadre économique et social du second XX^e siècle en évoquant successivement la croissance et la crise et en insistant sur les mutations sociales, l'évolution de la civilisation matérielle et des modes de vie. »

Quiconque sait lire entre les lignes mesure l'ampleur de la « révision » pour la génération de *baby-boomers*. Jusqu'à avant-hier, le « krach » pétrolier de 1973 marquait toujours la date de rupture décisive mettant fin à la croissance des « Trente Glorieuses » et inaugurant l'ère de la « crise ». Aujourd'hui, tout se passe comme si cette version noir et blanc du second XX^e siècle devait être corrigée. Perdant son statut de choc majeur, le « krach » pétrolier serait réduit au rang de simple péripétie. C'est en fait souhaitable. Même si la crise « insolite » inaugurée en 1973 n'en finit pas de garder sa part de mystère, mieux vaut aujourd'hui, pour le moral de tous, en finir avec la litanie des déboires pour mieux porter l'attention sur l'étendue des victoires.

« Insolite », l'adjectif est de l'historien de l'économie Jean Bouvier. « *Crise insolite* » parce qu'elle « vient briser une croissance que l'on croyait à jamais acquise en raison de sa persistance depuis trois décennies ». Crise « insolite » aussi « parce que défi à l'intelligence du développement social, telle que portée longtemps non sans un certain triomphalisme par les spécialistes de la chaire, et défi à sa conduite par les "managers" tant privés que publics »².

En 1979, Jean Bouvier s'était livré dans le magazine *L'Histoire* à un exercice également « insolite ». Analysant « à chaud » les incertitudes de l'histoire « immédiate », il avait traqué avec minutie les déroulés de la crise de 1974-1975 pour en distinguer la singularité parmi les vingt crises que le monde industriel capitaliste avait traversées de 1825 à 1974. Refusant la fausse



excuse du « recul historique » nécessaire, il écrivait avec force raison : « Nos successeurs jouiront peut-être des avantages (dit-on) du "recul historique". Mais pourquoi attendre cette fausse sécurité ? A la limite, il est plus aisé d'étudier la crise dite de 1974-1975 que celle de 1873-1878. Et pour une raison simple : le matériel statistique et documentaire dont nous disposons est bien plus abondant et sophistiqué que celui qui demeure à notre disposition pour les crises du siècle passé³. »

Que nous révèle, en fait, ce matériel ? Il nous montre apparemment à quel point l'année qui a suivi le « krach » pétrolier de 1973 a fait ressurgir le spectre de la « crise ». La crise, c'est, au sens propre du terme, un recul important de certaines variables clés de l'économie, et non plus seulement, comme au temps des « Trente Glorieuses », un simple ralentisse-

ment de la hausse, appelé aussi récession. D'où l'invention d'un mot nouveau pour désigner ce caractère insolite : « stagflation » pour combiner la stagnation et l'inflation des prix. « *Extraordinaire nouveauté et symptôme apparemment grave*, écrivait toujours Jean Bouvier : *auparavant, avant la Seconde Guerre mondiale comme avant la Première, les prix baissaient pendant les crises ; et cette baisse était un élément de rééquilibrage, de régulation, puis de reprise ultérieure. Désormais, depuis les années 1960 et depuis la crise de 1974-1975, même les difficultés économiques lourdes ne mettent*

importateurs de l' « or noir » s'élève environ à 3 % alors que les réparations versées par l'Allemagne ont rarement dépassé 1 à 2 % de son PIB. On comprend facilement la brusque dégradation de la conjoncture d'une année sur l'autre. Pour la première fois depuis 1929, on redécouvrait avec effroi que la production pouvait baisser (cf. tableau ci-dessus). Mais une comparaison avec le déroulement de la « grande crise » des années 1930 relativise la portée de ce constat (cf. tableau p. 52). Si, pour la première année qui suit les deux « krachs », la chute de Wall Street en 1929 et le quadruplement du prix du pétrole en 1973, l'évolution de la conjoncture est assez comparable, la première différence fondamentale, apparaît dans le caractère limité de la crise de 1974-1975. Dès le milieu de 1975, la reprise s'amorce avec la hausse de l'investissement et surtout de la consommation des ménages. Deuxième différence fondamentale, les prix s'envolent en 1974-1975 tandis qu'ils s'effondraient en 1930-1931.

D'où l'invention d'un mot nouveau pour désigner ce caractère insolite : « stagflation » pour combiner la stagnation et l'inflation des prix. « *Extraordinaire nouveauté et symptôme apparemment grave*, écrivait toujours Jean Bouvier : *auparavant, avant la Seconde Guerre mondiale comme avant la Première, les prix baissaient pendant les crises ; et cette baisse était un élément de rééquilibrage, de régulation, puis de reprise ultérieure. Désormais, depuis les années 1960 et depuis la crise de 1974-1975, même les difficultés économiques lourdes ne mettent*

Le baril de brut passe de 3 à 11,65 dollars

ment de la hausse, appelé aussi récession.

En déséquilibrant brutalement la balance des paiements des pays importateurs d'énergie qui passe, pour les pays de l'OCDE, d'un excédent courant de 5 milliards de dollars en 1973 à un déficit de 33 milliards en 1974, la hausse brutale du prix du pétrole* (de 3 dollars à 11,65 dollars) consécutive à la guerre du Kippour d'octobre 1973 provoque un problème de « transfert », supérieur dans son ampleur à celui qu'avaient posé après 1919 les réparations allemandes. Exprimé en pourcentage du PIB, le prélèvement imposé aux pays

NOTES

* Cf. lexique, p. 42.


1. *Bulletin officiel* hors série n° 7, 3 octobre 2002, programme pour le cycle terminal des séries générales.

2. *Histoire économique et sociale de la France*, t. IV, PUF, 1982.

3. Jean Bouvier, « Sur les origines de la crise économique mondiale », *L'Histoire*, n° 15, septembre 1979.

Ce n'est pas la crise des années 1930 !

Une comparaison du déroulement des deux crises en France



	1930/1931	1931/1932	3 ^e trimestre 1974/ 3 ^e trimestre 1975	3 ^e trimestre 1975/ 3 ^e trimestre 1976
Production industrielle	- 11,2	- 13,6	- 12	+ 11,6
PIB	- 4,2	- 4,3	- 4,5	+ 7,5
Investissement	- 15	- 20,2	- 7	+ 1
Consommation	- 5,1	- 6,9	+ 4,2	+ 4
Cours des actions	- 38,5	- 9	- 29	+ 19
Prix à la consommation	- 2,9	- 7,5	+ 10,9	+ 9,6

Plusieurs caractères distinguent la crise de 1973 de celle de 1929 : alors que les prix baissaient, ils montent ; alors que la consommation chutait, elle augmente. Surtout, alors qu'en 1932 le monde s'enfonçait dans la crise, dès 1976 la croissance est de nouveau à l'ordre du jour.

pas un frein à l'inflation. Nous sommes dans l'ère de l'inflation sans fin. Nous prenons, ainsi, chaque année, notre overdose de morphine⁴. » Pour Jean Bouvier comme pour l'auteur de ces lignes qui, en 1983, cosignait un *Vive la crise et l'inflation*⁵, l'histoire a été cruelle. Aujourd'hui où se profile le risque tant redouté de la déflation, on sait que l'« ère de l'inflation sans fin » n'était pas éternelle.

Là où Jean Bouvier montrait finalement « à chaud » la pertinence de l'analyse historique, c'est quand il mettait en cause l'explication alors dominante de la crise : « C'est la faute au pétrole ! » Il pointait tous les indicateurs qui s'étaient dégradés avant octobre 1973 comme avant octobre 1929. Ainsi, les taux de profit industriels étaient à la baisse, lente mais régulière depuis la fin des années 1950. C'était également le chômage qui subissait une poussée régulière depuis 1964 : 200 000 chômeurs en France en 1964, 300 000 en 1970, 400 000 en 1973.

On devine, à cet inventaire, où l'historien des mouvements longs voulait en venir. Loin d'être un « accident » lié à la hausse brutale du prix du pétrole, la crise de 1973-1974 aurait ouvert un retournement durable de la croissance. Simple « accident », mais il en faut toujours un, le « krach » pétrolier aurait seulement révélé les grip-pages d'une croissance arrivée à bout de souffle au début des années 1970. Ainsi, le grand économiste belge Léon Dupriez, de la faculté catholique de Louvain, répétait

ZOOM

Et si le pétrole n'avait pas augmenté ?

De très sérieux économistes ont calculé ce qu'aurait été l'évolution économique de la France si le prix du pétrole n'avait pas augmenté. La méthode consiste à remplacer les valeurs de variables « exogènes » (coût de l'énergie, taux de change de la monnaie, etc.) par des valeurs correspondant à une évolution régulière.

Ainsi, on comptait en 1973 en France 400 000 chômeurs ; ils étaient 942 000 en 1977. Avec cette méthode, on peut calculer qu'ils auraient été 890 000 sans la crise de 1973. Le chômage aurait de toute façon plus que doublé entre 1973 et 1977.



Cl. CIRIP / Alain Gascon

depuis les années 1950 qu'au-delà des miracles d'après la Seconde Guerre mondiale, viendrait inexorablement une longue phase de ralentissement, et que le passage de l'une à l'autre période serait sévère. Ce passage, ce serait la crise de 1974-1975 et, pouvait-on alors prédire, le monde connaîtrait une période de croissance ralentie jusqu'au milieu des années 1990.

Trente ans après le choc pétrolier de 1973, que reste-t-il de ces analyses portées « à chaud » par l'historien le plus perspicace de son temps ? Que savons-nous aujourd'hui de plus et de mieux ?

Force est tout d'abord de constater que le premier choc pétrolier, suivi du second en 1979-1980, a ouvert une période de croissance ralentie. De 1973 jusqu'à nos jours, les taux de croissance du PIB n'ont jamais retrouvé dans les pays industrialisés les niveaux des « Trente Glorieuses » (5 % par an environ). Pour les pays de l'OCDE, le taux de croissance moyen a été de 2,6 % pour la période 1973-1983 et de 3 % pour la période 1984-2002. Pour la France, il s'est élevé à respectivement 2,3 % et 2,2 %. Au-delà de ce taux moyen, c'est surtout l'instabilité chronique qui désespère la génération pour laquelle la croissance ininterrompue était un acquis et presque un dû.

Depuis trente ans, en effet, l'économie mondiale se caractérise avant tout par son instabilité qui épouse, dans une certaine mesure, les fluctuations du cours du pétrole brut : aux deux hausses énormes (quadruplement de 1973, puis doublement en quelques mois en 1979-1980) succède une chute brutale (le « contre-choc » pétrolier de 1985-1986, qui voit le prix du baril chuter de 34 dollars en 1982 à 10 dollars en 1986), puis un troisième « choc » depuis décembre 1998 avec un quasi-triplement du prix du brut (plus de 32 dollars le baril en 2001 contre 12 dollars en 1998). Lorsqu'on sait qu'une hausse de 10 dollars du baril de brut augmente l'inflation de 0,5 % et ampute la croissance des pays développés de 0,25 %, on peut penser que, aujourd'hui comme hier, le pétrole, qui représente toujours 40 % de l'offre mondiale d'énergie primaire, reste une variable clé de la croissance.

Mais il faut observer aussi que l'aspect « insolite » de la crise de 1973-1974 apparaît minoré. La stagflation fait partie d'un vocabulaire daté. Même si toute hausse du brut relève mécaniquement le taux d'inflation, cette « morphine » si redoutée dans

NOTES

- Ibidem*.
- Jacques Marseille, Alain Plessis, *Vive la crise et l'inflation !*, Hachette, 1983.

les années 1970 n'est plus réellement une menace. C'est le moins qu'on puisse dire.

Aujourd'hui, ce que le monde craint le plus, c'est une déflation comparable à celle des années 1930. La baisse désespérée des taux d'intérêt menée par les États-Unis et le Japon en est une cruelle illustration. Dans ce dernier pays, autrefois touché de plein fouet par le krach pétrolier de 1973, la stabilité, voire la baisse des prix, continue depuis 1986, ne suffit pas à relancer l'investissement et la production, quelles qu'aient été, entre-temps, les variations du prix du brut. A tel point que l'or jaune reprend aujourd'hui des couleurs au détriment de l'or noir. Le cours du pétrole ne fait plus réellement partie aujourd'hui des préoccupations du marché.

Mieux, c'est le poids du krach de 1973 qui est désormais contesté. Prolongeant les observations de Jean Bouvier sur le retournement de conjoncture antérieur au quadruplement du prix du brut, des économistes ont même pu proposer l'idée que si le pétrole n'avait pas augmenté, les pays industrialisés seraient quand même entrés en « crise » en 1974-1975. Simulant avec les

modèles économétriques utilisés par la comptabilité nationale quelle aurait été l'évolution de l'économie française si le pétrole n'avait pas augmenté, ils ont mis en évidence le fait que l'économie était, en 1973, dans une zone de tensions si fortes qu'un ralentissement de la croissance devait de toute façon en résulter.

Dès 1974, par exemple, l'INSEE publiait un « monument », « la fresque historique

A long terme, le chômage devait s'accroître

du système productif », dans laquelle les auteurs pointaient une baisse de la productivité du capital depuis... 1964 ! D'autres mettaient plutôt en cause la désorganisation du système monétaire international à la suite de la suspension de la convertibilité en or du dollar décidée par Nixon le 15 août 1971. D'autres avançaient l'idée d'une « crise du travail » dès la fin des années 1960. Certains voyaient enfin s'essouffler les marchés des biens (automobiles, équipement ménager) qui avaient stimulé la consommation des Trente

Glorieuses.

Au-delà de ces explications multiples, reste le seul fait d'importance qui mérite intérêt : la persistance d'un taux de chômage élevé, en Europe surtout, en France en particulier. Sans doute faudrait-il y voir le basculement de l'âge industriel, avec ses emplois massivement peu qualifiés, à l'âge des services, avec ses exigences de flexibilité. Ainsi, si la France avait la même « idéologie » du travail que les États-Unis entrés depuis longtemps dans l'âge des services, il lui faudrait 5,3 millions d'emplois en plus ! Autant dire que le chômage aurait disparu.

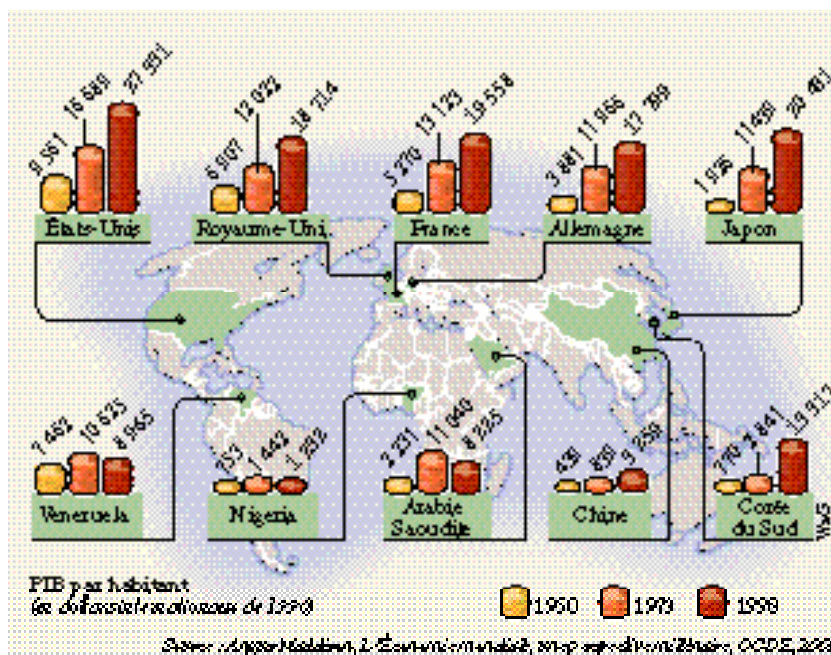
Comme la chute de Wall Street en octobre 1929, l'accident pétrolier de 1973 n'aurait fait que révéler des déséquilibres plus profonds. A long terme, le chômage devait de toute façon augmenter.

Même si cette histoire contre-factuelle peut choquer ceux qui pensent que l'histoire doit seulement s'appuyer sur les faits, il n'en reste pas moins qu'elle ne fait que souligner ce que Jean Bouvier avait écrit : « *Voilà donc pourquoi il y a aux origines vraies, c'est-à-dire profondes, structurelles de la crise, tout autre chose que l'accident pétrolier. Mais quoi ? A cette question il est impossible de répondre de manière décisive. Pourquoi ? Parce que les travaux des économistes et des historiens ne sont pas encore assez nombreux ni assez approfondis.* »

Le pire à avouer est que sur ce terrain des origines, on n'est guère aujourd'hui plus avancé. En fait, la seule chose qui mérite d'être mise en valeur, c'est que le premier choc pétrolier a été suivi d'une période de croissance exceptionnelle. Mesuré en dollars constants, le PIB de la plupart des pays du monde s'est autant accru de 1973 à nos jours qu'au cours des « Trente Glorieuses » célébrées par Jean Fourastié⁶. En France, par exemple, même avec un taux de croissance divisé par deux par rapport à la période antérieure, le PIB par habitant s'est accru de près de 7 000 dollars entre 1973 et 2002, soit autant qu'entre 1950 et 1973.

Surtout, et de manière infiniment cruelle, l'évolution de l'économie mondiale depuis 1973 a mis à mal ceux qui, à cette date, avaient cru pouvoir brandir l'arme du pétrole pour mettre en joue l'arrogance de l'Occident. En trente ans, le niveau de vie de l'Arabie Saoudite, du Venezuela et du Nigeria, trois pays exportateurs d'or noir, a baissé alors que celui de la Chine et surtout celui de la Corée du Sud explosait. C'est qu'en longue durée, la principale des

Les « nouvelles Trente Glorieuses »



Ralentie, la croissance se poursuit toutefois de 1973 à nos jours. Mieux, le PIB par habitant connaît dans le dernier quart du xx^e siècle une hausse comparable à celle des Trente Glorieuses. Les seuls pays qui régressent sont des pays pétroliers (Arabie Saoudite, Venezuela) !

NOTE

6. Jean Fourastié, *Les Trente Glorieuses*, Paris, Fayard, 1979.